

Mai 2019

Gilets jaunes belges : flop made in France ou success story à la belge ?

Alors que le mouvement citoyen célèbre son 6^e mois d'existence, les résultats politiques concrets peinent encore à se faire voir. Quelles sont les origines de ce mouvement, mais aussi les défis belges majeurs qui y sont liés ?

Pas de liste à présenter aux élections européennes, pas de grand débat national, ni de grandes déclarations du chef de l'Etat, pas non plus de comptage en *acte* ni de rendez-vous hebdomadaire, et pas de Francis Lalanne en mascotte... Mais quel avenir pour les gilets jaunes belges ? La question est légitime à l'aube des élections du 26 mai, et de ce qui se passe en France : Le plus optimiste y verrait le prélude de grands changements démocratiques et sociaux en Belgique, comme l'adoption des premières lois sociales, voire le suffrage universel. Quant au plus pessimiste, il n'hésiterait pas à le reléguer au rang des nombreuses revendications importées de France, qui n'ont pu prendre racine et porter beaucoup de fruits en Belgique¹. D'autant plus que les médias n'hésitent pas à souligner que le mouvement s'essouffle² et le comparent volontiers à une brise légère ou encore à un feu de paille proche de s'éteindre, pour en souligner la *faiblesse* et le caractère *éphémère*. Alors que le mouvement français s'apparenterait plutôt à des rafales qui ont secoué avec *puissance* et *régularité* la France.³ Les faiblesses actuelles de la mobilisation belge suffisent-elles à prédire son extinction à peine 6 mois de la première mobilisation ? Rien n'est moins certain.

En effet, la prudence recommande de ne pas se hâter de donner des pronostics. Car il est vrai que (I) les origines, le symbole, les revendications et les principes d'organisation des mouvements belges et français sont similaires, mais que les mobilisations sur le terrain et les effets politiques sont différents et paraissent moins importants en Belgique, comparativement. Pourtant cette faiblesse apparente du mouvement belge doit être relativisée en appréhendant le mouvement dans son (II) contexte institutionnel, politique et

médiatique particulier. Enfin nous verrons que (III) le caractère éphémère du mouvement peut aussi être nuancé, car nous manquons encore de recul quant à ce mouvement récent, et l'histoire de la Belgique nous enseigne que les idées survivent aux humains, qui sont capables de s'organiser. (IV) Enfin, nous examinerons brièvement la question du Référendum d'initiative citoyenne en Belgique

Origine, symbole, revendications et principes d'organisation communs

Le nœud à délier

La mobilisation française en est à son XXVII^e acte⁴, elle est réputée avoir mobilisé plusieurs milliers de personnes à travers la France. Les heurts avec les forces de l'ordre sont légion, même au cœur de Paris, où les rendez-vous hebdomadaires du samedi sont devenus des quasi-rituels qui impliquent la prise de mesures de sécurité conséquentes. Le gouvernement français a réagi : déclarations du président Macron, grand débat national, etc. A côté, nos gilets font pâle figure. La question sera donc de tâcher d'expliquer cet écart entre les deux mouvements.

D'emblée, nous pouvons relever que la mobilisation belge n'a pas été sans effet : les questions soulevées par les revendications des gilets jaunes font débat et trouvent même écho dans les programmes de certains partis francophones tant à droite qu'à gauche, qui n'hésitent pas à parler de *démocratie*

¹ Moustique, le 19/11/2018, Martin Monserez : « Quel avenir politique pour les gilets jaunes ? », <https://www.moustique.be/22328/quel-avenir-politique-pour-les-gilets-jaunes-en-belgique>

² Nb. L'essoufflement est rapporté aussi en France : Sudinfo, 18/05/2019, Belga : <https://www.sudinfo.be/id119681/article/2019-05-18/gilets-jaunes-15500-manifestants-en-france-plus-faible-participation-depuis>

³ 7sur7, le 16/01/19, Anthony Marcou « Gilets jaunes : pourquoi le mouvement de révolte souffle-t-il moins fort en Belgique ? », <https://www.7sur7.be/belgique/gilets-jaunes-pourquoi-le-vent-de-revolte-souffle-t-il-moins-fort-en-belgique~a4c289d5/>

⁴ Il est réputé le plus faible depuis le début de la mobilisation : Voy. note n°2.

participative (MR), voire plus clairement de référendum d'initiative citoyenne (PTB)⁵. A cela nous pouvons ajouter la décision du gouvernement début décembre 2018, de ne pas indexer les prix du diesel et de l'essence en 2019, ce qui rencontre l'une des revendications du mouvement⁶. Enfin, « Selon Vincent Engel, les "gilets jaunes" ne sont pas étrangers à la chute de la Suédoise. "Je pense que la situation actuelle a été concertée entre le MR et la N-VA. D'une part pour se refaire une virginité auprès de leur électorat. D'autre part, pour ne devoir prendre aucune décision par rapport à ce mouvement. Je ne dis pas que cela a été déterminant, mais je pense que dans la balance, les 'gilets jaunes' ont pesé." »⁷.

Origine

« J'ai juste pensé que tout le monde en avait un et qu'un code couleur, ça marche toujours. » (Ghislain Coutard, le papa narbonnais des « gilets jaunes »)⁸

Le 24/10/2018, ce technicien narbonnais poste une vidéo sur Facebook en invitant les internautes à mettre leur gilet jaune en évidence sur leur tableau de bord, en signe de protestation. La vidéo rencontre un succès inattendu et le 16 novembre 2018, à la veille de la première mobilisation française, nos gilets jaunes se manifestent. Les blocages des centres vitaux de l'économie wallonne, comme les centres de distribution de carburant, et des routes, se multiplient. Quant aux gilets français, ils se rendent célèbres par leurs actions, dont certaines connaîtront des débordements, sur les Champs-Élysées, et dans le reste de la France.

Symbole

Le port du gilet jaune est quant à lui le symbole du mouvement. Il fait partie du kit de sécurité imposé aux conducteurs de véhicules, et assure leur sécurité en situation d'arrêt d'urgence. Ils se

⁵La Dh, 07/12/2018, Belga : « Une « petite victoire » pour les gilets jaunes : les prix du diesel et de l'essence ne seront pas indexés en 2019 », <https://www.dhnet.be/conso/consommation/une-petite-victoire-pour-les-gilets-jaunes-le-prix-du-diesel-et-de-l-essence-ne-seront-pas-indexes-en-2019-5c0a789dcd70e3d2f71eae87>

rendent de la sorte plus visibles. Ainsi, les gilets jaunes souhaitent attirer l'attention sur leur situation difficile et l'urgence d'y apporter une réponse.

Revendications

Le mouvement manifeste une colère dirigée contre des politiques qui creusent l'écart entre les pauvres et les riches. En d'autres termes, les pauvres deviennent de plus en plus pauvres, et les riches deviennent de plus en plus riches. C'est ainsi que les augmentations de taxes se trouvent au cœur de la contestation (carburant, électricité...): les gilets jaunes demandent leur suppression ou leur diminution.

Et d'une manière plus fondamentale contre les insuffisances de la démocratie représentative : les corps intermédiaires sont devenus incapables de représenter le peuple qui souffre. Il décide dès lors de se représenter lui-même. D'où la revendication centrale de l'instauration du Référendum d'initiative citoyenne (RIC), mécanisme de démocratie directe qui rendrait le choix au peuple. La pensée sous-jacente est bien sûr, que si le peuple avait eu l'opportunité de décider dans ces dossiers importants, il n'aurait certainement pas pris des décisions qui le paupérisent.

Principes d'organisation

Il sera malheureusement reproché aux gilets un manque de cohérence dans leurs revendications. Cela est notamment dû à l'application de leurs principes d'organisation : pas de leaders, ni de porte-parole désigné, même si certains gilets sont plus médiatisés en Belgique, comme Eric Drouet ou Priscillia Ludovsky. D'ailleurs, cette mise en évidence occasionne des querelles d'ego qui ne seront pas de nature à unifier le mouvement, où déjà des tendances s'opposent sur les moyens et les fins de la mobilisation. Cette désorganisation

⁷ Voy. l'article d'Antony Marcou

⁸ Midilibre, 29/12/2018, Philippe Leblanc : « balancer un gilet jaune sur le tableau de bord pour dire sa colère, c'était son idée », <https://www.midilibre.fr/2018/12/29/ghislain-coutard-le-papa-narbonnais-des-gilets-jaunes,6250823.php>

procède en partie du rejet des partis politiques, de la représentation en général au profit de *l'horizontalité*. Notons qu'en Belgique, personne n'incarne réellement la contestation : se priver de leader peut être perçu comme une *erreur stratégique*⁹. Car au-delà du gilet, ni les revendications, ni les figures ne permettent au citoyen de s'identifier aux gilets jaunes avec précision. Même s'il comprend le *ras-le-bol* dans les grandes lignes, il est difficile d'être *pour rien et pour personne*. Cependant, il a déjà été annoncé en Belgique la création d'une fédération de gilets jaunes, voire d'un *mouvement* politique chargé de porter les revendications du mouvement aux élections. Mais il semble que cela reste encore un vœu pieux.¹⁰

Il nous reste à confronter les points communs aux réalités des contextes particuliers dans lesquels s'inscrivent les mouvement belge et français, afin de comprendre comment la mobilisation belge paraît plus *faible*.

Spécificités de contexte : obstacles institutionnels, politique et médiatique État fédéral vs État unitaire

En Belgique, la centralisation du pouvoir permet de cibler l'ennemi, c'est le président. Mais le fédéralisme belge n'offre pas cette facilité car les compétences des différentes entités qui y coexistent, s'enchevêtrent et ouvrent la porte au *blame game* (« *je vous comprends, mais ce n'est pas de notre compétence. C'est la faute de...* »), qui peut décourager même les initiatives les plus motivées.

⁹ Voy. Anne Morelli dans l'article d'Anthony Marcou

¹⁰ Arabel.fm, « les « gilets jaunes » créent un mouvement politique », <https://www.arabel.fm/les-gilets-jaunes-de-belgique-creent-un-mouvement-politique/>; Sudinfo, 18/03/2019, Johnny Maghe : « Les gilets jaunes belges s'organisent : ils créent une « fédération » et préparent des actions surprises pour les prochaines semaines », <https://www.sudinfo.be/id107989/article/2019->

La communautarisation des questions socio-économiques

La frontière linguistique trouve son écho dans les questions socio-économiques. En effet, il existe un vrai fossé entre le Nord et le Sud sur ces questions, ce qui complique d'autant plus la tâche des gilets jaunes. En effet, le faible intérêt de la Flandre pour ce mouvement a évidemment contribué à limiter son ampleur en Belgique : le Sud est en général plus influencé par ce qui se passe en Belgique que le Nord.

Le rôle des médias

« *Aujourd'hui, la plupart du temps, l'opinion publique adhère, criminalise ou ridiculise un mouvement selon le point de vue qui est livré par les médias* »¹¹

Le pouvoir des médias et la couverture des événements n'est pas le même en Belgique et en France (cela dû notamment aux chaînes d'infos en continu), mais la tendance de part et d'autre n'était pas à la valorisation du mouvement¹². En Belgique, les médias ont favorisé l'émergence de figures emblématiques du mouvement, malgré l'attachement à l'horizontalité. Alors qu'en France, personne ne l'incarne réellement.

Le caractère éphémère

Le mouvement des gilets jaunes peut avoir un impact sur le moyen et le long terme car le changement reste possible, les idées survivent aux personnes quand celles-ci s'organisent : « *indépendamment des individus, des groupes ou de leurs idées, le mouvement des gilets jaunes contribue tout de même à changer la donne en*

[03-18/les-gilets-jaunes-belges-sorganisent-ils-creent-une-federation-et-preparent-des-](https://www.sudinfo.be/03-18/les-gilets-jaunes-belges-sorganisent-ils-creent-une-federation-et-preparent-des-)

¹¹ idem

¹² RTL INFO, 25/11/2018, Amélie Schildt : Face aux revendications très disparates des gilets jaunes, une solution proposée : « Des referendum sur tout ! » », <https://www.rtl.be/info/belgique/societe/face-aux-revendications-tres-disparates-des-gilets-jaunes-une-solution-proposee-des-referendums-sur-tout--1080095.aspx>

mettant à l'agenda politique un certain nombre de questions qu'il sera nécessaire de résoudre d'une manière ou d'une autre. »¹³

Le manque de recul

Il serait imprudent de juger un mouvement en 6 mois. En effet, l'histoire de la Belgique nous montre que les luttes pour la justice sociale et les réformes démocratiques ont pris du temps et étaient loin d'être gagnées d'avance : suite à la sévère répression de la grève de 1868, les ouvriers étaient donnés perdants, faute d'organisation. Mais 20 ans plus tard, en 1886, les travailleurs se révoltent encore et font à nouveau face à une dure répression. Cela aura eu le mérite d'attirer l'attention des politiques sur les questions sociales, ce qui donnera l'impulsion pour l'élaboration des premières lois sociales en Belgique¹⁴. Le changement reste donc possible mais se fait progressivement : *« Il faut approfondir la démocratisation de notre gouvernement. Mais il y a toujours cette réticence de passer à un autre modèle. Les réformes de l'État sont monopolisées par les histoires de confédéralisme et pas par la participation citoyenne. »¹⁵*

Les idées survivent aux individus et font leur chemin

Le mouvement porte des idées qui ne sont pas nouvelles en réalité, mais la crise des gilets jaunes amène certainement une impulsion nouvelle qui marquera l'histoire. En effet, pour pousser à la réflexion sur les sujets socio-politiques qu'ils abordent, tel que celui du RIC¹⁶ : *"Beaucoup de demandes et de combats sont similaires avec ce qui se passe avec les "gilets jaunes", notamment à propos du RIC. Dans les manuels d'histoire, on a tendance à limiter 1919 avec l'acte du suffrage universel. Mais on oublie qu'il y avait d'autres propositions sur la table constitutionnelle à*

¹³ Huffingtonpost, 19/01/2019, Eddy Fougier : « les 6 scénarios possibles de l'avenir politique des gilets jaunes », <https://www.huffingtonpost.fr/eddy-fougier/les-6-scenarios-possibles-de-lavenir-politique-des-gilets-jaunes-a-23646132/>

¹⁴ Histoire des syndicats et des acquis sociaux, <http://www.jeunes-csc.be/historique-des-syndicats-et-acquis-sociaux>

l'époque : notamment le référendum et la consultation populaire. Et c'est le Premier ministre lui-même qui était favorable. Mais peu à peu, ces propositions qui devaient accompagner le suffrage universel, ont été abandonnées parce qu'on avait encore terriblement peur de la démocratie."¹⁷

Les humains s'organisent

A l'instar du mouvement français, rien n'empêche d'imaginer que nos gilets jaunes parviendront à s'organiser pour porter leurs revendications de manière crédible au niveau politique, en s'attirant le soutien des citoyens qui s'y reconnaîtront. Ainsi la situation en France est parlante : deux listes « gilets jaunes » ont pu être déposées en vue des élections européennes et des figures des gilets jaunes se retrouvent sur même sur d'autres listes.

IV Le RIC un jour en Belgique ?

La faiblesse et le caractère éphémère du mouvement étant mis en perspective, il est permis de s'interroger de manière plus concrète sur cette revendication, d'autant plus que l'article 39 bis est repris dans la déclaration de révision de la constitution votée début avril. Elle permet donc de modifier cet article, et les plus optimistes y voient la possible introduction du RIC dans notre arsenal démocratique. Contrairement à la constitution française, la nôtre ne prévoit que le mécanisme de consultation populaire régionale (2014) et communale (1990) : ils sont peu utilisés et peu populaires, d'autant que leurs champs d'application se limitent au territoire de l'entité concernée et aux matières qui relèvent strictement de ses compétences. Le référendum fédéral demeure inconstitutionnel en Belgique, il faudrait donc pour cela une modification de la constitution, qui ne s'obtient qu'à la majorité des 2/3 dans les deux chambres. Cette modification est difficile mais pas impossible, puisqu'elle a déjà eu lieu pour les communes et les régions. Enfin, la configuration du parlement reste un mystère à découvrir au-delà du 26 mai 2019. Notons que la révision de la

¹⁵ Anne Emmanuelle Bourgaux dans La DH, 15/02/2019, S. HA. : « Mons : des « gilets jaunes » en cours de droit pour plancher sur le RIC

¹⁶ Référendum d'initiative citoyenne

¹⁷ idem

constitution ne suffirait pas à épuiser les questions qui permettront de mettre effectivement en œuvre cet instrument :

"Après, il faudra encore adopter une loi qui organise concrètement ce référendum : comment on convoque les électeurs, qui a le droit de voter ? Il y aurait beaucoup de choses à mettre en place, ce n'est pas quelque chose qu'on peut mettre en place d'un claquement de doigts. C'est plus simple dans un pays comme la France par exemple où le référendum existe déjà. La révision constitutionnelle qui serait nécessaire est un peu moins lourde puisque le mécanisme existe. Par contre, en Belgique, on en est très très loin et donc ça nécessiterait plus de travail » (Jean-Benoît Pilet, politologue à l'ULB)¹⁸.

Si l'aboutissement de ces mobilisations semble donc encore bien incertain, il est clair désormais que ce processus populaire aura au moins permis de remettre à l'ordre du jour des débats importants pour les citoyens. Si ceux-ci ne sont pas toujours neufs, ils devront encore régulièrement (re)éclore dans l'imaginaire collectif, afin de faire avancer et murir le débat démocratique belge.

Auteur :
Léon Mokeni

¹⁸ Rtbf, 19/01/2019, « Gilets jaunes, le referendum d'initiative citoyenne (RIC) est-il applicable en Belgique ? », https://www.rtbf.be/info/societe/deta-il_gilets-jaunes-le-referendum-d-initiative-

[citoyenne-ric-est-il-applicable-en-belgique?id=10122730](https://www.rtbf.be/info/societe/deta-il_gilets-jaunes-le-referendum-d-initiative-citoyenne-ric-est-il-applicable-en-belgique?id=10122730)